



GDF SUEZ

ÊTRE UTILE AUX HOMMES

What role for green taxation in the French broader fiscal reform ?

Thierry KALFON – Director of Strategy,
Economy and Tariffs, GDF SUEZ

Green Budget Europe &
IDDRI

PARIS, 29 October 2012

CONFIDENTIEL

SOMMAIRE

- **Fondements du système fiscal français**
- **La fiscalité verte en France**
 - Objectifs
 - Avantages
 - Etat des lieux
 - Conditions d'acceptabilité
 - Conditions d'efficacité
- **Le cas de la taxe carbone**

What role for green taxation
in the French broader fiscal
reform ?

Paris, 29 October 2012

■ 4 objectifs

- Financer les **services publics**
- Prélever **une partie des rentes** pour en faire profiter la collectivité
- **Redistribuer** les richesses et assurer certains risques
- Inciter à la **modification des comportements** individuels

■ 3 principes

- **Efficacité** : les prélèvements obligatoires peuvent créer des désincitations à travailler, embaucher ou investir, qu'il convient de limiter au maximum
- **Equité** : adaptation des prélèvements et juste allocation des dépenses
- **Simplicité** : la complexité a un coût pour les contribuables, comme pour l'Etat

- **Contribuer à la modification des comportements**
 - Par le choix de l'assiette des prélèvements
 - Pour donner le signal prix pertinent
 - Et responsabiliser les acteurs

- **Financer le déploiement des filières non encore matures économiquement**
 - Par une juste affectation des recettes
 - Qui permettent de financer les activités de recherche et innovation
 - Et contribuer aux emplois de demain

Un double levier d'action au service de la transition énergétique

Pourquoi recourir aux instruments économiques plutôt qu'à la réglementation ?

- Une **minimisation du coût** associé à l'atteinte des objectifs environnementaux
 - Les réductions d'émissions sont réalisées par les agents dont le **coût marginal de dépollution** est inférieur au taux de la taxe ou au prix unitaire du permis
- Une incitation permanente à l'**innovation**
 - Ils donnent un prix à chaque unité de pollution émise, et incitent donc à une réduction de ces émissions, par l'innovation
- La possibilité d'un **double dividende**
 - Ils permettent dans certains cas de baisser d'autres prélèvements obligatoires
- Une plus grande **souplesse** de mise en œuvre
 - Ils sont donc plus adaptés quand les acteurs sont nombreux et hétérogènes

- **L'un des pays de l'UE où la fiscalité verte est la moins développée**
 - Une fiscalité récente en France
 - Une contribution modeste aux recettes fiscales françaises : moins de 2% du PIB de la France, 2,4% du PIB des Etats européens en moyenne (2011)

- **Une fiscalité verte qui repose essentiellement sur la taxation des combustibles**
 - Taxes de rendement sur les énergies fossiles (TICPE, TICC, TICGN) et l'électricité (TLE)
 - Des combustibles taxés de façon hétérogène
 - Une lisibilité discutable en terme de contribution écologique

- **Une impulsion européenne : le système d'échange de quotas de CO2 (Emission Trading Scheme)**

A quelles conditions la fiscalité verte est elle acceptable et efficace (1/2) ?

■ Incitativité

- Encourager les comportements vertueux sans objectif de rendement budgétaire

■ Possibilité de **choix**

- Les agents doivent pouvoir choisir entre payer ou changer de comportement
- Ce n'est pas une fiscalité punitive

■ Préservation du **pouvoir d'achat** des ménages et de la **compétitivité** des entreprises

A quelles conditions la fiscalité verte est elle acceptable et efficace (2/2) ?

- Donner les bons signaux au consommateurs : **lisibilité et simplicité**
- **Affectation** des recettes de la fiscalité environnementale au financement de mesures de soutien à la transition énergétique et environnementale
- Coordonner fiscalité, **dispositifs de financement et politique énergétique**
- Assurer l'équité de traitement **entre énergies et entre opérateurs** d'une même filière énergétique

■ Une taxe carbone pour **encourager les comportements sobres en carbone et en énergie**

- 2009/2010 : projet de **Contribution Energie Climat** (CEC) censuré par le Conseil Constitutionnel
- 2012 : vers un mécanisme d'inclusion carbone au niveau européen ?

■ **Quelle doit être l'assiette d'une taxe carbone ?**

- Exempter les installations soumises à l'ETS pour **éviter une « double peine »**
- Taxer les **consommations d'énergie intermédiaires**, y compris l'électricité

■ **Comment envisager un éventuelle taxe carbone ?**

- Une mise en œuvre **nécessairement progressive** pour assurer la compréhension des citoyens, pour laisser aux comportements le temps d'évoluer, pour pouvoir adapter le dispositif
- Des mécanismes adaptés pour éviter les pertes de compétitivité et les « fuites » de carbone.
- Une **approche globale** : articulation avec l'incitation à la rénovation énergétique, au soutien de la R&D, par une juste allocation des recettes
- Un **indispensable dispositif de compensation pour les plus démunis**